

ADAGE

Association D'Accompagnement Global contre l'Exclusion

Siège Social : 17, rue Bernard DIMEY – 75 018 PARIS
SIRET : 510 789 639 000 26

ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE DU 17 JUIN 2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

(Le présent rapport contient 17 pages)



ADAGE

Association D'Accompagnement Global contre l'Exclusion

Siège Social : 17, rue Bernard DIMEY – 75 018 PARIS

SIRET : 510 789 639 000 26

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 17 JUIN 2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'assemblée générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association D'Accompagnement Globale contre l'Exclusion relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la parties "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.



Justification des appréciations

En application des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport moral et financier distribué aux membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier de la Présidente.

Responsabilité de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement des comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraude ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration de l'association.

Responsabilité du commissaire aux comptes relative à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.



En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rueil-Malmaison, le 10 juin 2023

Pour Audit Légal des Hauts de Seine
Jérôme JOUBERT- Commissaire aux comptes

BILAN ACTIF

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Présenté en Euros

Edité le 05/01/2024

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)			
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES:						
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets, droits similaires						
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles						
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles						
IMMOBILISATIONS CORPORELLES:						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel & outillage industriels						
Autres immobilisations corporelles	290 442	286 832	3 610	0,51	8 264	1,16
Immobilisations grevées de droit						
Immobilisations corporelles en cours	43 107		43 107	6,11		
Avances & acomptes sur immobilisations corporelles						
IMMOBILISATIONS FINANCIERES:						
Participations						
Créances rattachées à des participations						
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille						
Autres titres immobilisés	283		283	0,04	283	0,04
Prêts						
Autres immobilisations financières	8 143		8 143	1,15	4 158	0,58
TOTAL (I)	341 975	286 832	55 143	7,81	12 705	1,78
STOCKS ET EN COURS:						
Matières premières, approvisionnements						
En cours de production de biens et services						
Produits intermédiaires et finis						
Marchandises						
Avances & acomptes versés sur commandes	7 378		7 378	1,05		
Créances usagers et comptes rattachés	191 410		191 410	27,12	210 104	29,40
Autres créances						
. Fournisseurs débiteurs						
. Personnel	148		148	0,02	179	0,03
. Organismes sociaux	517		517	0,07		
. Etat, impôts sur les bénéfices						
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires						
. Autres	140 997		140 997	19,97	30 614	4,28
Valeurs mobilières de placement						
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	309 909		309 909	43,90	460 558	64,46
Charges constatées d'avance	403		403	0,06	370	0,05
TOTAL (II)	650 762		650 762	92,19	701 825	98,22
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL ACTIF	992 737	286 832	705 905	100,00	714 530	100,00

BILAN PASSIF

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Présenté en Euros

Edité le 05/01/2024

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	
FONDS ASSOCIATIFS ET RESERVES:				
FONDS PROPRES				
Fonds associatifs sans droit de reprise				
Ecart de réévaluation				
Réserves	127 393	18,05	77 543	10,85
Report à nouveau				
Résultat de l'exercice	48 819	6,92	49 850	6,98
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS				
-Fonds associatifs avec droit de reprise				
. Apports				
. Legs et donation				
. Résultats sous contrôle de tiers financeurs				
-Ecart de réévaluation				
-Subventions d'investissement sur biens non renouvelables			5 024	0,70
-Provisions réglementées				
-Droits des propriétaires (commodat)				
TOTAL(I)	176 212	24,96	132 417	18,53
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	67 900	9,62	70 900	9,92
TOTAL (II)	67 900	9,62	70 900	9,92
FONDS DEDIÉS				
. Sur subventions de fonctionnement				
. Sur autres ressources				
TOTAL(III)				
DETTES				
Emprunts et dettes assimilées	27 515	3,90	31 048	4,35
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours				
Fournisseurs et comptes rattachés	168 755	23,91	145 376	20,35
Autres	77 353	10,96	108 946	15,25
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance	188 169	26,66	225 843	31,61
TOTAL(IV)	461 793	65,42	511 214	71,55
Ecart de conversion passif (V)				
TOTAL PASSIF	705 905	100,00	714 530	100,00

ENGAGEMENTS REÇUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				
ENGAGEMENTS DONNÉS				

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023 Présenté en Euros Edité le 05/01/2024

COMPTE DE RÉSULTAT			Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)		%
	France	Exportation	Total	%	Total	%	Variation	%	
PRODUITS D'EXPLOITATION:									
Ventes de marchandises									
Production vendue de biens									
Prestations de services	282 273		282 273	100,00	176 569	100,00	105 704	59,87	
Montants nets produits d'expl.	282 273		282 273	100,00	176 569	100,00	105 704	59,87	
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION:									
Production stockée									
Production immobilisée									
Subventions d'exploitation			980 907	347,50	925 444	524,13	55 463	5,99	
Cotisations			160	0,06	170	0,10	-10	-5,87	
(+)Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs									
Autres produits			68	0,02			68	N/S	
Reprise sur provisions, dépréciations			3 000	1,06	23 000	13,03	-20 000	-86,95	
Transfert de charges			216 874	76,83	184 270	104,36	32 604	17,69	
Sous-total des autres produits d'exploitation			1 201 009	425,48	1 132 884	641,61	68 125	6,01	
Total des produits d'exploitation (I)			1 483 282	525,48	1 309 453	741,61	173 829	13,27	
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun									
Exédent transféré (II)									
PRODUITS FINANCIERS:									
De participations			2 540	0,90	930	0,53	1 610	173,12	
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif									
Autres intérêts et produits assimilés									
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges									
Différences positives de change									
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement									
Total des produits financiers (III)			2 540	0,90	930	0,53	1 610	173,12	
PRODUITS EXCEPTIONNELS:									
Sur opérations de gestion			2	0,00	21 457	12,15	-21 455	-99,98	
Sur opérations en capital			5 024	1,78	16 799	9,51	-11 775	-70,08	
Reprises sur provisions et transferts de charges									
Total des produits exceptionnels (IV)			5 025	1,78	38 256	21,67	-33 231	-86,85	
TOTAL DES PRODUITS (I + II + III + IV)			1 490 847	528,16	1 348 639	763,80	142 208	10,54	
SOLDE DEBITEUR = DEFICIT									
TOTAL GENERAL			1 490 847	528,16	1 348 639	763,80	142 208	10,54	
CHARGES D'EXPLOITATION:									
Achats de marchandises			31 857	11,29	20 124	11,40	11 733	58,30	
Variations stocks de marchandises									
Achats de matières premières et autres approvisionnements									
Variations stocks matières premières et autres approvisionnements									
Autres achats non stockés			412 126	146,00	334 150	189,25	77 976	23,34	
Services extérieurs			41 935	14,86	58 343	33,04	-16 408	-28,11	
Autres services extérieurs			96 789	34,29	90 378	51,19	6 411	7,09	
Impôts, taxes et versements assimilés			22 940	8,13	17 359	9,83	5 581	32,15	
Salaires et traitements			681 081	241,28	593 018	335,86	88 063	14,85	
Charges sociales			147 503	52,26	133 867	75,82	13 636	10,19	
Autres charges de personnel									
Subventions accordées par l'association									

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Présenté en Euros

Edité le 05/01/2024

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)	%
Dotations aux amortissements et aux dépréciations						
.Sur immobilisations : dotation aux amortissements	4 654	1,65	18 971	10,74	-14 317	-75,46
.Sur immobilisations : dotation aux dépréciations						
.Sur actif circulant : dotation aux dépréciations						
.Pour risques et charges : dotation aux provisions			30 900	17,50	-30 900	-100,00
(-)Engagements à réaliser sur ressources affectées						
Autres charges	278	0,10			278	N/S
Total des charges d'exploitation (I)	1 439 164	509,85	1 297 110	734,62	142 054	
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun						
Déficit transféré (II)						
CHARGES FINANCIERES:						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées	404	0,14	500	0,28	-96	-19,19
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières placements						
Total des charges financières (III)	404	0,14	500	0,28	-96	-19,19
CHARGES EXCEPTIONNELLES:						
Sur opérations de gestion	2 459	0,87	1 179	0,67	1 280	108,57
Sur opérations en capital						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions						
Total des charges exceptionnelles (IV)	2 459	0,87	1 179	0,67	1 280	108,57
Participation des salariés aux résultats (V)						
Impôts sur les sociétés (VI)						
TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V + VI)	1 442 028	510,86	1 298 789	735,57	143 239	11,03
SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT	48 819	17,29	49 850	28,23	-1 031	-2,06
TOTAL GENERAL	1 490 847	528,16	1 348 639	763,80	142 208	10,54

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
PRODUITS :						
Bénévolat						
Prestations en nature						
Dons en nature						
TOTAL						
CHARGES :						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite de biens et services						
Prestations						
Personnel bénévole						
TOTAL						

PREAMBULE

L'exercice social clos le 31/12/2023 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2022 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 705 758€

Le résultat net comptable est un bénéfice de 48 819,07€

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 23/04/2024 par les dirigeants.

OBJET SOCIAL DE L'ENTITE

L'objet social de l'association ADAGE est d'accompagner les publics en difficulté vers l'insertion sociale et professionnelle par une démarche globale en agissant à toutes les étapes nécessaires pour lever les freins rencontrés.

L'association a comme public prioritaire les femmes et plus spécifiquement les femmes en grande précarité (bénéficiaires de minimas sociaux, salariées pauvres, femmes sans ressources) mais elle met également en place des actions visant à l'insertion, l'accès ou le maintien dans l'emploi de publics fragiles.

ADAGE forme également les acteurs intervenant dans le champ de l'accompagnement, du diagnostic, de l'écoute et de l'orientation des publics et fait fonction d'observatoire des inégalités.

NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES

En 2023, les activités d'ADAGE sont composées d'actions récurrentes : Le Chantier d'insertion, Parcours de Femmes, Un pas vers l'emploi, Femmes en Mouvements, le groupe de recherche d'emploi, le Labo d'ADAGE, Compétences linguistiques vers l'emploi, Numérique vers l'emploi, Projet santé, Projet écrans, Formation de salariés d'un autre chantier d'insertion, réseau de voisinage, Citoyenneté, Dynamique emploi, Femmes du 17ème en chemin vers l'emploi ...

ADAGE a créé un nouveau chantier d'insertion de 10 salariés pour la préparation du CAP Accompagnant éducatif Petite enfance.

ADAGE a développé des prestations de formation continue : ADVP et formation à la posture professionnelle.

ADAGE a obtenu une nouvelle fois un co-financement de la Barclays à hauteur de 58 000 € pour les actions d'accès à l'emploi en 2023. Ce partenariat a été reconduit en 2024, ainsi que 39 000 € du Fonds A&A Ulmann.

ADAGE a poursuivi la convention d'accompagnement et de restructuration de l'association AMANA. Cette mission a pris fin en 2024 car l'association a un projet de fusion en cours avec la Fondation Jeunesse Feu Vert

MOYENS MIS EN ŒUVRE

ADAGE exerce son activité dans ses locaux de Paris 17 Rue Bernard DIMEY et Rue Eugène FOURNIERE.

ADAGE dispose de salles de formation informatiques et de salles de cours, de bureaux pour les entretiens individuels. Les locaux de Paris n'étant pas suffisants, des salles sont louées ponctuellement à AMANA ou à d'autres partenaires du quartier.

ADAGE a signé un nouveau bail pour de nouveaux locaux qui se trouvent à proximité immédiate des locaux existant 17 Rue Bernard DIMEY. Les travaux d'aménagement du local ont commencé en fin d'année et les locaux seront mis en service en mai 2024. Ces travaux sont financés en grande partie par des subventions d'investissements octroyés par la Ville de Paris et par le Conseil Régional d'Ile de France.

ADAGE a des formateurs salariés et fait appel à des prestataires externes. ADAGE a pourvu en 2023, les postes qui étaient vacants : Médiateur numérique, Formatrices linguistiques et Assistante administrative.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC N°2014-03 relatif au Plan Comptable Général, sous réserve des dispositions particulières figurant dans le règlement ANC n°2018-06. Le nouveau règlement instaure de nouvelles informations, de nature juridique et financière, destinées à une plus grande transparence financière

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Amortissements de l'actif immobilisé : les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire ou dégressif sur la base de leur durée de vie économique.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
 - immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.
-

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Actif immobilisé

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

Immobilisations brutes = 341 975 E

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	291 380	43 107	938	333 549
Immobilisations financières	4 441	3 985		8 426
TOTAL	295 821	47 092	938	341 975

Amortissements et provisions d'actif = 286 832 E

Amortissements et provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	283 116	4 654	938	286 832
Titres mis en équivalence				
Autres Immobilisations financières				
TOTAL	283 116	4 654	938	286 832

Détail des immobilisations et amortissements en fin de période

Nature des biens immobilisés	Montant	Amortis.	Valeur nette	Durée
Instal amenagt divers	251 896	251 896	0	3 à 10 ANS.
Mat.bureau & informa	24126	21 434	2 692	3 ans
Mobilier	14 420	13 502	918	3 à 5 ANS.
Immobilisations en cours	43 107		43 107	
TOTAL	333 549	286 832	46 717	

Etat des créances = 349 279 E

Etat des créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Actif immobilisé	8 426		8 426
Actif circulant & charges d'avance	340 853	340 853	
TOTAL	349 279	340 853	8 426

Produits à recevoir par postes du bilan 124 697 E

Produits à recevoir	Montant
Immobilisations financières	
Clients et comptes rattachés	
Autres créances	124 697
Disponibilités	
TOTAL	124 697

Charges constatées d'avance = 403 E

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Etat des provisions = 67 900 E

SITUATIONS ET MOUVEMENTS (b)	A	B	C	D
RUBRIQUES (a)	PROVISIONS AU DEBUT DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS : DOTATIONS DE L'EXERCICE	DIMINUTIONS REPRISES DE L'EXERCICE	PROVISIONS A LA FIN DE L'EXERCICE (c)
Provisions réglementées				
Provisions pour risques	70 900		3 000	67 900
Provisions pour charges				
TOTAL	70 900		3 000	67 900

Des provisions pour risques ont été constituées sur les exercices antérieurs sur les dossiers FSE clôturés dans les 5 ans sur lesquels les financeurs peuvent revenir en cas de contrôles européens, ainsi qu'un écart de remboursement de rémunération pour des salariés en formation plus élevé que celui prévu.

Diverses provisions pour litiges ou risques ont été constituées pour 7 900 euros

Les provisions pour indemnité de départ des salariés sont inchangées à 10 000 euros. Elles sont calculées pour le seul salarié ayant plus de 10 ans d'ancienneté qui peut prétendre à une indemnité de fin de carrière et pour les salariés qui ont plus de 5 ans d'ancienneté, mais alors l'indemnité est proratisée en fonction de leur ancienneté.

Etat des dettes = 461 792 E

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit	27 515	13 633	13 882	
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	168 755	168 755		
Dettes fiscales & sociales	77 353	77 353		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance	188 169	188 169		
TOTAL	461 792	447 910	13 882	

Charges à payer par postes du bilan = 171 930 E

Charges à payer	Montant
Emp. & dettes établ. de crédit	
Emp. & dettes financières div.	
Fournisseurs	149 162
Dettes fiscales & sociales	22 768
Autres dettes	
TOTAL	171 930

Produits constatés d'avance = 188 169 E

Les produits constatés d'avance ne sont composés que de produits ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**Ventilation du chiffre d'affaires = 282 273 E**

Le chiffre d'affaires de l'exercice se décompose de la manière suivante :

Nature du chiffre d'affaires	Montant HT	Taux
Prestations de services	282 273	100%
Produits des activités annexes		0 %
TOTAL	282 273	100.00 %

Ventilation des subventions affectées à l'exercice par financeur = 980 907 €

	2023
Armée du salut- Palais de la femme	-6 768
DIRECCTE	5 780
BARCLAYS	83000
FLES de Paris	
Direction Régionale aux Droits des Femmes et à l'Egalité	27 100
Préfecture	97 800
Fondation A ULMANN	39000
BPV Préfecture	34 500
Pôle Emploi	54 300
Ville de Paris - Direction de l'Attractivité et de l'Emploi (autres actions)	200 000
Ville de Paris - Direction de l'Attractivité et de l'Emploi (chantier insertion)	61 800
Ville de Paris - Direction de la Démocratie des Citoyennes et des Territoires	30037
Ville de Paris - Direction des Familles et de la Petite Enfance	11 437
Ville de Paris DSOL	35000
Agence de Services et de Paiement	307921
TOTAL	980 907

Autres informations relatives au compte de résultat

Les postes de charges et produits composant le résultat de l'exercice figurent au compte de résultat des états financiers pour une information plus détaillée

AUTRES INFORMATIONS

Rémunération des dirigeants

Les dirigeants ne sont pas rémunérés.

Effectif

L'effectif au 31 Décembre de l'exercice est de 12 personnes pour le personnel permanent et de 26 personnes pour les chantiers d'insertion

DETAIL DES POSTES CONCERNES PAR LE CHEVAUCHEMENT D'EXERCICE

Les comptes détaillés dans les tableaux suivants concernent les écritures comptables relatives à l'indépendance des exercices.

Produits à recevoir = 281 867 E

Produits à recevoir sur autres créances	Montant
Facture à établir(418000)	152 170
Org.soc.autr.prod.a(438700)	
Subvention d'investissement à recevoir (441100)	5000
Etat prod à recevoir (448700)	
Débiteur divers(467200)	
Divers prod à recevoir (468700)	124 697
TOTAL	281 867

Charges constatées d'avance = 403 E

Charges constatées d'avance	Montant
Charges const.avance(486000)	403
TOTAL	403

Charges à payer = 190 172 E

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	Montant
Fourn.fts non parven(408100)	149162
TOTAL	149 162

Dettes fiscales et sociales et autres	Montant
Dette prov.rapp.sala(428600)	11 100
Dettes prov conges payes (428200)	18242
Formation continue (438000)	
Ch.soc.dette rapp.sa(438120)	
Ch.soc.dette cong.a(438200)	6118
Org.soc.autr.charg a(438600)	5550
Divers charges à payer (468600)	
TOTAL	41 010

Produits constatés d'avance = 188 169 E

Produits constatés d'avance	Montant
Pdts const avance(487000)	188 169
TOTAL	188 169

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES PREVUES A L'ARTICLE L.3332-17-1 DU CODE DU TRAVAIL

Sont considérées comme entreprises solidaires, au sens du présent article, les entreprises dont les titres de capital lorsqu'ils existent ne sont pas admis aux négociations sur un marché réglementé (condition n°1) et répondent à l'une des autres conditions (condition n°2 ou condition n°3).

Condition n°1 : Titres de capital

L'association ADAGE n'a pas émis de titres en capital.

Condition n°2 : Qualité des salariés employés par l'entreprise

Cette condition énoncée à l'article L.3332-17-1 complétée par l'article R.3332-21-1 du code du travail est remplie par l'entreprise, c'est-à-dire qu'au moins 30% des salariés ont été recrutés :

☐ Dans le cadre de contrats de travail relevant des contrats aidés visés aux articles L.5134-1 à L.5134-109 du code du travail.

Nombre de salariés : **31** (dont 2 en contrat adulte relais et 26 CDDI).

☐ Les salariés rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle ayant besoin d'un accompagnement personnalisé pour l'accès à l'emploi sont :

- 2 adultes relais de plus 30 ans résidant dans un quartier politique de la ville et chômeur
- 1 poste FONJEP
- 26 CDDI, agréés par Pole Emploi pour être bénéficiaire d'un dispositif d'insertion par l'activité économique.

Condition n° 3 : Nature juridique de l'entreprise et niveau de rémunération

Les dirigeants de l'entreprise solidaire sont élus directement ou indirectement par les salariés, les adhérents ou les sociétaires.

La moyenne des sommes versées aux cinq salariés ou dirigeants les mieux rémunérés n'excède pas, au titre de l'année pour un emploi à temps complet, cinq fois la rémunération annuelle perçue par un salarié à temps complet sur la base de la durée légale du travail et du salaire minimum de croissance.

L'association ADAGE respecte ces dispositions.
